

Pétition concernant la désignation de M Tibor Navracsics en qualité de Commissaire européen pour l'Éducation, la Jeunesse, la Culture et la Citoyenneté

Lors de la présentation du Collège de Commissaires et de l'attribution des portefeuilles, Monsieur Junker a annoncé la nomination de M. Tibor Navracsics au poste de Commissaire pour l'Éducation, la Jeunesse, la Culture et la Citoyenneté.

M. Navracsics a été un acteur des politiques publiques attentatoires aux valeurs du projet et des Traités européens mises en œuvre par les gouvernements hongrois dirigés par M. Orban, politiques critiquées par la Commission tant pour la réforme de la Constitution de 2013 que pour les réformes touchant la liberté des médias de 2011. C'est pourquoi, au nom des principes démocratiques qui sont à la base de l'UE, nous considérons cette nomination comme mettant en danger les relations entre la Commission européenne et les organisations de la société civile.

Au moment où le gouvernement hongrois cherche à intimider des associations qui ne partagent pas ses opinions en envoyant la police dans leurs locaux, cette proposition de nomination est un message surprenant et inquiétant qui va à l'encontre des valeurs que proclame le projet européen et des aspirations qui ont été exprimées lors de la présentation des orientations pour la nouvelle Commission européenne présentées au Parlement européen en juin dernier.

Pour nous, les secteurs de l'Éducation, de la Culture, de la Jeunesse et de la Citoyenneté doivent avant tout incarner les valeurs humanistes du projet européen, valeurs d'une société ouverte et inclusive pour tous. Reculer sur la mise en œuvre de ces valeurs après avoir placé l'économie devant le social, enverrait aux citoyens un signal destructeur pour l'avenir de l'Europe.

Nous appelons les députés français siégeant au Parlement européen à se mobiliser avec leurs collègues des autres pays européens pour rejeter la proposition de nomination de M. Navracsics.

Conformément aux recommandations que l'Alliance pour l'Année Européenne des Citoyens¹ (EYCA) a formulées, **nous demandons** également que la citoyenneté et le dialogue civil soient rattachés à la responsabilité d'un Vice-président de la Commission européenne, comme l'est aussi le dialogue social.

Nous invitons le gouvernement français à réagir pour préserver le dialogue entre les institutions européennes et la société civile dans toutes ses formes d'organisation et d'expression, pour faire vivre les valeurs proclamées du projet européen.

Liste des premiers signataires :

¹ L'Alliance pour l'Année européenne des citoyens (EYCA) regroupe 62 plateformes et réseaux associatifs européens qui rassemblent plus de 4 500 organisations dans 50 pays pour travailler ensemble dans le cadre de l'Année européenne des citoyens : <http://ey2013-alliance.eu/>. Les recommandations *Il s'agit de Nous, il s'agit d'Europe. Pour une Citoyenneté Démocratique Européenne* comptent parmi les principaux succès de cette grande mobilisation collective et elles sont disponible en téléchargement ici : http://ey2013-alliance.eu/wp-content/uploads/2013/11/web_EYCA-Report_FR.pdf